



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la
citoyenneté et de
la légalité**

**Bureau de l'environnement,
des installations classées et
des enquêtes publiques**

Affaire suivie par : Mme MAXCH-TERRADE
Tél. 04.66.36.43.04
Télécopie 04.66.36.42.55.
e-mail : isabelle.maxch@gard.gouv.fr

NIMES, le 18 décembre 2020

ARRETE PREFECTORAL n° 30-2020-12-18-015

portant modification de la commission de suivi de site (CSS)
dans le cadre de l'exploitation d'une carrière par la société FULCHIRON
sur les communes de SAINT-VICTOR-DES-OULES et VALLABRIX

Le préfet du Gard,
chevalier de la Légion d'honneur,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.125-2, L.125-2-1, L.515-8, R.125-8-1 à R.125-8-5 et D.125-29 à D.125-34 ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral n°30-2020-09-16-003 du 16 septembre 2019 portant création d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre de l'exploitation d'une carrière par la société FULCHIRON sur les communes de SAINT-VICTOR-DES-OULES et VALLABRIX ;

VU l'arrêté préfectoral n°30-2020-08-31-002 du 31 août 2020 portant désignation et délégation de signature à M. Jean RAMPON, chargé de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture du Gard ;

VU le courrier du 8 décembre 2020 de la société Fulchiron Industrielle SAS reçu en préfecture le 9 décembre 2020 faisant part de modifications au sein du « collège des exploitants d'installations classées pour laquelle la commission a été créée ou organismes professionnels les représentant » et du « collège des salariés de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée » ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saint Victor des Oules, en date du 28 juillet 2020, désignant ses représentants au sein de la commission de suivi de site, suite aux élections municipales du 15 mars 2020 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de La Capelle et Masmolène en date du 30 juillet 2020 , désignant ses nouveaux représentants au sein de la commission de suivi de site, suite aux élections municipales du 15 mars 2020 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Vallabrix en date du 27 juillet 2020 , désignant ses nouveaux représentants au sein de la commission de suivi de site, suite aux élections municipales du 15 mars 2020 ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Pays d'Uzès en date du 12 octobre 2020, désignant ses nouveaux représentants au sein de la commission de suivi de site, suite aux élections municipales et communautaires du 15 mars 2020;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au remplacement des membres de la commission qui ont cessé d'exercer les mandats au titre desquels ils avaient été désignés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Périmètre de la commission

La commission de suivi de site (CSS) relative à l'exploitation d'une carrière par la société FULCHIRON, sur les communes de SAINT-VICTOR-DES-OULES et de VALLABRIX, assujettie à la réglementation des installations classées sous le régime de l'autorisation, est composée comme suit (modifications en gras) :

Collège « Administrations de l'Etat » :

Le préfet du Gard ou son représentant,

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,

Le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant,

Le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant,

Collège des « Elus de collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés »:

| Collectivités | Titulaires | Suppléants |
|------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| Commune de Saint-Victor des Oules | Marie-Michèle ALVARO | Didier MEJEAN |
| Commune de Vallabrix | Odile PERNIN-VIDAL | Bernard RIEU |
| Communauté de communes pays d'Uzès | Dominique SERRE | Jean-Bernard GUIHERMET |
| Commune de La Capelle-et-Masmolène | François PAUL | Hervé SERRES |

Collège des « Riverains d'installations classées pour laquelle la commission a été créée ou associations de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission a été créée » :

| Associations ou riverains | Titulaires | Suppléants |
|--|-------------------|--------------------|
| Association « Sauvons nos Villages » | MAHIEUX Michel | MONTAILLER Bernard |
| Collectif d'associations de défense de la colline de Vallabrix | LOONES Alain | JULIEN Bruno |
| Riverains | VEDIE Christian | DAROCHA Christophe |
| Riverains | GUIN Géraldine | DEPASSE Catherine |

Collège « Exploitants d'installations classées pour laquelle la commission a été créée ou organismes professionnels les représentant » :

| Titulaires | Suppléants |
|--|---|
| AUDY Pierre-Laurent, directeur industriel | EVANNO Franck, directeur général |
| FRECHER Fabrice, directeur de site et directeur technique | PERON Nicolas, directeur de site et directeur technique |
| FERRO Jennifer, responsable environnement-foncier | HUBERT Chantal, directrice QSE |
| ENJOLVY Rémi, UNICEM | FERNANDEZ Thierry, UNICEM |

Collège « Salariés de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée » :

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| MARTIN Bruno, responsable production | CHAZAL Rodolphe, conducteur d'engins |
| DALVERNY Priscilla, agent commerciale et logistique | GALLIGANI Bruno, chef de poste-opérateur usine |
| FRANCIONNI Bruno, opérateur four-lavage polyvalent | PENIN Gérald, opérateur conducteur |
| MEYNIER Serge, opérateur-conducteur lavage | WAROCQUIER Anne, agent administratif |

Personnalités qualifiées :

- **ONF** : BROUSSE Yves, technicien forestier territorial

ARTICLE 2 : Président et composition du bureau

La commission est présidée par le préfet ou son représentant.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges.

ARTICLE 3 : Durée du mandat

La durée du mandat des membres de la commission est fixée à cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Chaque membre peut mandater l'un des membres de la commission pour le remplacer en cas d'empêchement de lui-même et de son suppléant. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

ARTICLE 4 : Fonctionnement de la commission

En application de l'article R.125-8-3 du code de l'environnement, la commission a pour mission de :

1. créer entre les différents représentants des collèges mentionnés à l'article 2, un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant des installations classées en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
2. suivre l'activité des installations classées de la société, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
3. promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

La commission est, à cet effet, tenue régulièrement informée :

1. des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions législatives du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;
2. des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de ces installations, et notamment de ceux mentionnés à l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Chaque exploitant peut présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

Sont exclus des éléments à porter à la connaissance de la commission les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'acte de malveillance.

La commission met annuellement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

En application de l'article R.125-8-4 du code de l'environnement, les modalités de vote sont arrêtées comme suit : 4 voix par collège, soit 20 voix, + 1 voix pour chaque personnalité qualifiée, soit au total 21 voix.

Les personnes invitées à titre d'expert pour une séance ne prennent pas part aux votes.

Le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

ARTICLE 5 : Réunions

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau. L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours avant la date à laquelle se réunit la commission. Ces documents sont communicables au public dans les conditions prévues au chapitre IV du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence.

ARTICLE 6 : Expertise

La commission peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés.

L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article R.512-7 du code de l'environnement relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation

ARTICLE 7 : Bilan

La société FULCHIRON adresse au moins une fois par an à la commission un bilan qui comprend en particulier :

- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
- le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié ;
- les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R.512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;
- le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;
- la mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement depuis leur autorisation.

La commission fixe la date et la forme sous lesquelles l'exploitant lui adresse le bilan.

ARTICLE 8 : Collectivités

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale, membres de la commission, informent la commission des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour des installations concernées.

La commission fixe la forme sous laquelle ces informations lui sont adressées.

ARTICLE 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard et le chef de l'inspection des installations classées sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard et dont une copie sera adressée aux membres de la commission de suivi de site.

Le préfet, Le Sous-Préfet,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'J' and 'R' followed by a horizontal line extending to the right.

Jean RAMPON